

Publié le 4 Septembre 2018

Nouvelle escalade

Etat d'urgence en Libye : pourquoi l'accord de Paris d'Emmanuel Macron est en train de prendre du plomb dans l'aile



Les perspectives d'élections dans le pays, obtenues lors de l'accord de Paris de mai 2018, s'éloignent.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : La semaine passée, à l'occasion de son discours devant les ambassadeurs, Emmanuel Macron déclarait : *"Notre rôle, pour notre sécurité et celle de la région, est de réussir à faire cheminer l'accord de Paris décidé en mai dernier"*, se référant notamment à la programmation d'élections dans le pays en décembre de cette année. Une perspective qui semble pourtant s'éloigner suite à la décision du conseil présidentiel libyen de décréter l'État d'urgence pour Tripoli et sa périphérie ce dimanche 2 septembre, dans un contexte de tensions entre différentes milices. Quelles sont les causes de l'aggravation de la situation au cours de ces dernières semaines ?

Alain Rodier : Environ 400 prisonniers se sont échappés le dimanche 2 septembre de la prison d'Aïn Zara située au sud de Tripoli, la capitale libyenne. Les détenus auraient profité de combats entre différentes factions survenus aux abords du centre carcéral pour déclencher une émeute et s'enfuir profitant des désordres ainsi créés. Les gardes ont laissé faire pour "préserver les vies des prisonniers". Les détenus seraient soit d'anciens partisans de Mouammar Kadhafi, soit des prisonniers de droit commun. Dans la foulée, l'état d'urgence a été décrété dans la région par le Gouvernement d'union nationale (GUN) pour tenter de ramener le calme et de rattraper les fuyards. Le problème réside dans le fait que le GUN, malgré l'appui international, ne contrôle pas la région de Tripoli qui est aux mains de milices armées diverses et variées dont il est difficile de faire la liste d'autant qu'un certain nombre proviennent de Misrata située plus à l'est. Globalement, il y a les "milices de quartiers" et celle de Tarhouna dite "septième brigade". Certaines dépendent du ministère de l'Intérieur, d'autres de celui de la Défense. Le paradoxe est que le GUN est aujourd'hui quasi le prisonnier des milices qui devraient être à ses ordres... La raison des heurts qui ont repris depuis une dizaine de jours est simplement la tentative de groupes (en particulier la "septième brigade" qui s'est volontairement placée hors du GUN, ses membres continuant toutefois à être payés par ce dernier ...) de contrôler de nouveaux "territoires" un peu comme le font les bandes mafieuses. En effet, plus un chef de guerre a la mainmise sur de l'espace, plus ses bénéfices financiers sont importants ! Sans vouloir être trop cruel avec le président Macron qui, au moins, tente de lancer des initiatives, il est utile de rappeler qu'en juillet 2017, il avait été à la base d'une rencontre entre Favez al-Sarraj (le président du Conseil présidentiel et Premier ministre du Gouvernement d'union nationale) et le maréchal Haftar, commandant l'Armée nationale libyenne. Cela avait alors donné lieu à une séance photos mais les deux dirigeants étaient prestement revenus sur leurs engagements. De plus, le président Macron n'est pas vraiment le seul à la manœuvre ; les Italiens très concernés historiquement et géographiquement sont toujours très actifs.

Quel pronostic faire sur la possibilité de tenir les prochaines élections en décembre prochaine ? Quels seraient les risques découlant de l'annulation de cette perspective ?

Ce que l'on a l'habitude de qualifier de "communauté internationale" dans la presse mainstream mais qui, en réalité, correspond plus au monde occidental, a comme valeur centrale la "Démocratie". Concrètement, cela se traduit par la tenue d'élections régulières où un vote = une personne. La "communauté internationale" n'a cessé d'exporter cette valeur - et bien d'autres -. Il est d'ailleurs légitime de poser la question : est-ce que cette volonté d'exporter des valeurs (décrétées "universelles" pour interdire toute contestation) n'est pas une sorte de nouveau colonialisme. Déjà à l'époque l'Europe devait apporter les "bienfaits de la civilisation" aux "peuplades défavorisées" d'outre-mer. C'était la mode du "sabre et du goupillon". Paradoxalement, ceux qui se prétendent aujourd'hui les héritiers de l'anticolonialisme semblent être les partisans les plus virulents de cette expansion de la pensée occidentale, même si cela doit se faire par la force militaire ou grâce à des coups d'États fomentés avec l'aide de services spécialisés. Il a bien été question après la chute de l'URSS du "devoir d'ingérence". Les populations, et surtout les responsables politiques qui sont visés par ces méthodes occidentales - bien souvent illégales au regard du Droit international - ont très bien compris la problématique "démocratique" et réagissent en conséquence : *"vous voulez des élections, alors nous allons organiser cela et après, vous nous laisserez tranquille (pour être poli)"*. C'est ce qui se passe en Libye où l'Occident - via Paris - , évidemment guidé uniquement par ses idées humanitaires qui avaient permis de faire tomber Kadhafi (certes un dictateur imprévisible), a demandé aux différentes parties de préparer des élections présidentielle et législatives pour le 10 décembre de cette année. Un texte a été rédigé mais, détail qui a son importance, ni Haftar ni Sarraj réunis le 25 juillet sous l'égide du président Macron à la Celle-Saint-Cloud ne l'ont signé. Ils n'ont fait que l'approuvé oralement et affirmé le présenter à leurs proches une fois rentrés en Libye. Le problème réside dans le fait que les différentes parties n'ont au fond aucune intention de s'entendre, même suite à des élections "démocratiques" de toutes façons impossibles à organiser car Sarraj ne contrôle que la capitale - et encore, les derniers combats démontrent son impuissance - et le maréchal Haftar que l'Est du pays. De plus, à peine 50% des Libyens en âge de voter seraient inscrits sur des listes électorales sans parler de qui contrôlerait les bureaux de votes. Sans doute les chefs de guerre locaux ! À moins d'un miracle soudain et imprévisible, le maréchal Haftar n'obéira jamais au le gouvernement d'union nationale de Tripoli. De leur côté, les combattants touaregs, toubous et amazighs ne sont pas disposés à reconnaître une quelconque autorité centrale dans les années à venir. Ils ont gagné depuis 2011 une grande autonomie et n'ont pas l'intention de s'en défaire, rien de plus humain. Les différents mouvements islamistes radicaux et les chefs de guerre locaux jaloux de leurs prérogatives viennent un peu plus compliquer l'équation. Enfin, pour arranger la donne, les intérêts internationaux sont à l'évidence divergents. Les Frères musulmans très présents (c'est un euphémisme) en Turquie et au Qatar poussent ces pays à soutenir le gouvernement national de Tripoli d'autant que ces deux États ont resserré leurs liens pour s'opposer à la tentative hégémonique de l'Arabie saoudite. Doha fournit les fonds, Ankara les entreprises - très performantes dans le

domaine du génie civil ; dans le passé, ce sont les Turcs qui ont modernisé les ports libyens -. La Russie apprécie beaucoup le maréchal Haftar qui pourrait, à terme, lui offrir des facilités dans le port en eaux profondes de Tobrouk qui viendrait compléter son dispositif militaire en Méditerranée dont la seule base permanente actuelle se trouve à Tartous en Syrie. Or, ce port a des capacités d'accueil insuffisantes même s'il est en cours de modernisation. À noter que Moscou lorgne aussi du côté de l'Égypte car, sur le plan militaire, la Russie a renoncé à construire des porte-aéronefs trouvant plus économique et plus efficace de bénéficier de "facilités" dans des pays amis. L'Égypte compte aussi sur le maréchal Haftar pour renforcer sa sécurité anti-islamique sur son flanc ouest. Elle est suivie en cela par Riyad et les Émirats Arabes Unis (EAU) qui continuent de poursuivre les Frères musulmans (actifs à Tripoli comme cela a été vu précédemment) de leur vindicte. Enfin les Européens craignent le débarquement de 800 000 à un million de migrants clandestins qui sont actuellement en attente sur le territoire libyen. Bien sûr, les ressources en hydrocarbures sont aussi d'un intérêt non négligeable pour toutes les parties - même s'il n'est pas aussi prioritaire qu'annoncé ici ou là -. Le pétrole libyen intéresse d'abord les Italiens.

Quel est encore le rôle tenu par la France et l'Europe, et la "communauté internationale" dans le pays ? Quelles seraient les conséquences, pour l'Europe, d'une dégradation de la situation ?

En tant qu'ancien militaire, je me permettrai une expression un peu triviale : « *comme d'habitude, Paris* (ce qui ne veut pas dire 'la France') *a tendance à péter plus haut que son c..* ». Nos dirigeants politiques, de droite comme de gauche, ne parviendront jamais à se dégager de ce rôle de « donneurs de leçons » qui irrite au plus haut point tous nos interlocuteurs étrangers. Un peu de modestie serait peut-être utile même si je ne nie pas le rôle de premier plan que peut jouer la France à l'étranger, surtout si on la compare à ses homologues européens (je ne parle pas d'économie, les Allemands nous dament largement le pion dans ce domaine vital - mais leur Constitution héritée de la Seconde guerre mondiale leur interdit d'exploiter plus avant cet avantage, heureusement pour nous -). Il est vrai que l'Élysée et Matignon reçoivent en permanence des télégrammes de nos représentations diplomatiques implantées à l'étranger qui vantent l'"influence française". Cette dernière est pourtant en constante régression face aux dollars américains, aux investissements chinois et à l'aide russe toujours très concrète. Il est vrai que nos représentations diplomatique comme tous nos compatriotes présents à l'étranger (en particulier les membres de nos forces armées) font tout ce qui est dans leur pouvoir - et avec des moyens de plus en plus réduits - pour faire flotter haut et fier nos couleurs nationales. Mais il conviendrait de reconnaître les limites de notre influence pour ne pas trop ressembler à notre emblème : le coq gaulois. En Libye se joue le jeu de l'immigration sauvage vers l'Europe mais, peut-être encore plus, la poursuite de la déstabilisation du Sahel où l'armée française est engagée en première ligne avec son lot de souffrances pour nos camarades tués ou blessés - sans parler des familles impactées -. En effet, la Libye constitue déjà une base arrière pour les mouvements salafistes djihadistes (Al-Qaida au Maghreb Islamique et Daech). Une déstabilisation totale du pays renforcerait encore plus cette infrastructure logistique avec une intensification des trafics menés avec la criminalité locale et internationale : êtres humains, armes, véhicules, biens de première nécessité, etc. En résumé, la Libye revêt une importance prioritaire pour la France (et l'Europe, mais c'est surtout l'Italie qui est aussi directement concernée). Si nos partenaires américains nous le permettent (il est clair que nous savons maintenant - Trump nous l'a démontré abruptement - que nous ne pouvons rien faire sans eux), il serait peut-être utile de redéployer nos effectifs depuis le théâtre syro-irakien où notre participation reste symbolique, pour se consacrer à l'espace sahélien. Comme durant la Guerre froide, il serait utile que Washington comprenne ce la seule méthode qui vaille est la délégation de responsabilités pour la défense de la véritable valeur de la "Communauté internationale" : la liberté.